



HAUTES-PYRENEES

# Communiqué

## La santé et l'action sociale se dégradent inexorablement !

La Commission Exécutive de notre organisation s'est réunie le 20 novembre 2024 et a débattu de l'actualité départementale concernant notre champ de la santé et de l'action sociale. Nous faisons le triste constat que malgré les beaux discours de nos gouvernants, la réalité est qu'une spirale infernale continue à tirer notre système de soins et d'accompagnement vers le bas.

Sur notre département, nous apprenons qu'un nouvel établissement va être impacté par un plan social et économique après l'APF France Handicap et les Hôpitaux de Lannemezan. Les établissements concernés ont un statut juridique différent : privé associatif, public et maintenant le privé lucratif. Tous les secteurs sont touchés et les publics les plus fragilisés (handicap, psychiatrie, troisième âge) sont concernés et encore plus fragilisés.

À qui la faute ? Au budget de la Sécurité Sociale qui se veut toujours plus dans l'économie ? À une mauvaise gestion de nos établissements ?

Beaucoup de questions se posent à nous, surtout quand on peut voir le mépris qui est réservé aux représentants du personnel. Manque de transparence, non-respect de la réglementation concernant les instances représentatives.

Nous en avons témoigné lors de la journée nationale du 29 octobre 2024 auprès de la Délégation Départementale de l'ARS Occitanie des Hautes-Pyrénées et nous attendons de celle-ci qu'elle pèse auprès des directions pour que le dialogue social soit respecté.

Nous espérons que sur notre département ces situations ne soient pas l'arbre qui cache la forêt et que d'autres établissements puissent être concernés. Nous dénonçons les politiques budgétaires d'austérité qui nuisent à notre système de santé, ce « modèle français » tant vanté comme étant le meilleur au monde et qui ne cessent d'être détruit par les différents gouvernements.

Au final, ce sont bien les salarié-e-s, les agent-e-s, les usagères et les usagers qui seront impacté-e-s par ces restrictions budgétaires : celles et ceux qui ne sont en aucun cas responsables des dérives et déficit des comptes publics.

La Santé, bien commun, ne peut pas servir de variable d'ajustement à un gouvernement aux abois.

Par ce communiqué, nous souhaitons apporter notre soutien à l'ensemble de nos syndicats, de nos représentants qui luttent au quotidien pour permettre de meilleures conditions de travail et de prise en charge de la population.

Tarbes le 2 décembre 2024

**Union Syndicale Départementale Santé et Action Sociale CGT des Hautes-Pyrénées**

Bourse du travail • 5 Boulevard du Martinet • Place des droits de l'Homme • 65000 Tarbes

☎ 06.72.70.41.05 • ✉ [usd.65.cgt@gmail.com](mailto:usd.65.cgt@gmail.com)